

- Un représentant du Service d'Etudes.
- Un secrétaire.

**Art. 9.** Le président, le secrétaire et les membres de la commission sont désignés par le Secrétaire général du Département de l'Enseignement. La commission évalue les projets introduits à l'aide des critères précités. La commission transmet au ministre l'ordre motivé des propositions introduites. Si la commission juge que le budget n'est pas réaliste mais que le projet est valable sur la base d'autres critères, la commission peut demander au promoteur d'ajuster le budget. La commission peut également demander des adaptations par rapport à la zone d'action du projet.

**Art. 10.** Sur la base de l'avis de la commission et dans les limites des crédits disponibles, le ministre établit une liste motivée de propositions admissibles aux subventions. Il soumet cette liste à l'approbation du Gouvernement flamand.

**Art. 11.** Pour chaque projet, une convention est conclue entre le Gouvernement flamand, représenté par le ministre ou son délégué, d'une part, et le représentant de l'établissement coordinateur du réseau régional d'expertise déposant le projet, d'autre part.

#### CHAPITRE IV. — *Financement, suivi et rédaction de rapports*

**Art. 12.** La liquidation s'opère après dépôt des documents suivants : un rapport financier, un compte rendu sommaire des activités mises sur pied dans le contexte de la convention, une créance originale signée (en trois exemplaires) et des documents, dans la mesure où le paiement est justifié par des documents (factures, listes de présence,...) qui étaient l'exécution exacte de la mission.

**Art. 13.** Dans les trois mois de la fin du contrat et au plus tard le 30 novembre de l'année suivant l'année budgétaire dans laquelle le projet a été subventionné, l'établissement coordinateur doit soumettre un rapport final au Département de l'Enseignement.

**Art. 14.** Dans les rapports intérimaires et le rapport final, il faut rendre compte de la façon dont les réseaux ont mis en route la formation continuée aux niveaux technique, organisationnel et pédagogique au profit des écoles.

**Art. 15.** Les réseaux régionaux d'expertise sont suivis de près et, le cas échéant, corrigés par un comité directeur. Les membres du comité directeur sont désignés par le secrétaire général. Le comité directeur émet un avis sur le paiement des deuxième et troisième tranches.

#### CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

**Art. 16.** Le présent arrêté produit ses effets le 6 décembre 1999.

**Art. 17.** Le Ministre flamand ayant l'Enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 décembre 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Formation,  
Mme M. VANDERPOORTEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2000 — 3211

[S - C - 2000/29435]

#### 30 NOVEMBRE 2000. — Décret relatif à l'enseignement des sciences dans l'enseignement secondaire

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4<sup>ter</sup> de la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, inséré par le décret du 19 juillet 1993 et modifié par les décrets du 10 avril 1995 et du 25 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, les mots « à raison de 2 périodes hebdomadaires » sont remplacés par les mots « à raison de 3 périodes hebdomadaires »;

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, la disposition reprise sous 2° est remplacée par la disposition suivante :

« 2° Les activités au choix de l'établissement comprennent au minimum, dans chaque année d'études du degré, une période hebdomadaire d'éducation artistique et une période hebdomadaire d'éducation par la technologie. »

3° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, la disposition reprise sous 4° est remplacée par la disposition suivante :

« 4° la formation scientifique organisée selon deux niveaux comprenant respectivement 3 et 5 périodes hebdomadaires; dans l'enseignement technique de transition, cette formation peut être remplacée par un cours d'éducation scientifique à 2 périodes hebdomadaires. »

4° au § 2, alinéa 2, après la première phrase, est insérée la phrase suivante : « Cette obligation ne s'applique pas à l'élève qui suit le cours de sciences à 5 périodes hebdomadaires. »;

5° au § 2, alinéa 2, les mots « un cours de sciences comportant au moins 4 périodes » sont remplacés par les mots « un cours de sciences comprenant au moins 5 périodes »;

6° au § 3, alinéa 2, la disposition reprise sous 2° est remplacée par la disposition suivante :

« 2° la formation scientifique organisée selon deux niveaux :

a) les sciences de base, à raison de trois périodes hebdomadaires;

b) les sciences générales, à raison de six périodes hebdomadaires;

dans l'enseignement technique de transition, cette formation peut être remplacée par un cours d'éducation scientifique à 2 périodes hebdomadaires. »

7° au § 3, un nouvel alinéa est inséré après l'alinéa 2, rédigé comme suit :

« Chaque établissement peut ajouter une période d'activité complémentaire consacrée à l'étude de la physique au volume fixé pour les sciences générales à l'alinéa précédent. Pour autant que la disposition en soit prise dans le cadre du projet d'établissement visé à l'article 67 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, cette période peut être intégrée de manière obligatoire dans la grille-horaire de tous les élèves suivant le cours de sciences générales. Que le cours de sciences générales soit suivi à raison de 6 ou 6 + 1 périodes, l'orientation d'études est la même et les compétences terminales et savoirs requis, conformément à l'article 25 du même décret, sont identiques. »

8° au § 3, l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, est abrogé.

**Art. 2.** A l'article 2 de l'arrêté royal n° 2 du 21 août 1978 fixant le nombre maximum de périodes par semaine de l'enseignement secondaire et professionnel secondaire complémentaire de plein exercice, remplacé par le décret du 10 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° le § 3, 5°, est abrogé;

2° il est inséré un § 3bis rédigé comme suit :

« § 3bis. Les nombres maximums autorisés de périodes hebdomadaires visés au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et au § 2 sont augmentés de 3 périodes hebdomadaires pour les élèves qui suivent à la fois la formation mathématique à raison de 6 périodes hebdomadaires et la formation scientifique au niveau des sciences générales à raison de 6 + 1 périodes hebdomadaires. »

**Art. 3.** L'article 10 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par les décrets du 27 décembre 1993, du 10 avril 1995 et du 2 avril 1996, est complété par la disposition suivante :

« Les élèves qui suivent un cours de formation scientifique à raison de 5 périodes hebdomadaires au deuxième degré ou de 6 périodes hebdomadaires au troisième degré sont considérés comme suivant deux périodes hebdomadaires de cours de laboratoire.

**Art. 4.** L'article 18 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, modifié par le décret du 2 avril 1996, est complété par la disposition suivante :

« La norme applicable au troisième degré de l'enseignement de transition ne comprenant que l'option scientifique industrielle : électromécanique est de 8 élèves pour l'ensemble du degré. »

**Art. 5.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2001.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 30 novembre 2000.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,  
H. HASQUIN

Le Ministre du Budget, de la Culture et des Sports,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance,  
chargé de l'Enseignement fondamental, de l'accueil et des missions confiées à l'O.N.E.,  
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,  
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,  
Mme F. DUPUIS.

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,  
R. MILLER

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
W. TAMINIAUX

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme N. MARECHAL

—  
Note

(1) Session 1999-2000.

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 104-1 — Amendements de commission, n° 104-2 — Rapport, n° 104-3. Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 21 novembre 2000.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2000 — 3211

[C — 2000/29435]

**30 NOVEMBER 2000. — Decreet betreffende het onderricht van wetenschappen in het secundair onderwijs (1)**

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

**Artikel 1.** In artikel 4ter van de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en organisatie van het secundair onderwijs, ingevoegd bij decreet van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995 en van 25 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, 5°, worden de woorden « naar rata van twee lestijden per week » vervangen door de woorden « naar rata van drie lestijden per week »;

2° in § 1, derde lid, wordt de bepaling onder 2° vervangen door de volgende bepaling :

« 2° De activiteiten naar keuze van de inrichting omvatten ten minste, in ieder studiejaar van de graad, een wekelijkse lestijd voor de artistieke opvoeding en een wekelijkse lestijd voor de technologie. »

3° in § 2, eerste lid, wordt de bepaling onder 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° de wetenschappelijke vorming, volgens twee niveaus ingericht met respectievelijk drie en vijf lestijden per week; in het technisch overgangsonderwijs kan deze vorming vervangen worden door een leergang wetenschappelijke opvoeding naar rata van twee lestijden per week. »

4° in § 2, tweede lid, wordt de volgende zin ingevoegd na de eerste zin : « Deze verplichting is niet van toepassing op de leerling die de leergang wetenschappen volgt naar rata van 5 lestijden per week. » ;

5° in § 2, tweede lid, worden de woorden « een leergang wetenschappen van ten minste vier lestijden » vervangen door de woorden « een leergang wetenschappen van ten minste vijf lestijden »;

6° in § 3, tweede lid, wordt de bepaling onder 2° vervangen door de volgende bepaling :

« 2° de wetenschappelijke vorming ingericht volgens twee niveaus :

a) de basiswetenschappen, naar rata van drie lestijden per week;

b) de algemene wetenschappen, naar rata van zes lestijden per week;

in het technisch overgangsonderwijs kan deze vorming worden vervangen door een vak wetenschappelijke opvoeding naar rata van twee lestijden per week. »

7° in § 3 wordt na het tweede lid een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Iedere instelling mag een bijkomende activiteitenlestijd inlassen die gewijd is aan de fysica naar rata van het volume vastgelegd voor de algemene wetenschappen in het voorgaand lid. Voorzover deze maatregel getroffen wordt in het raam van het inrichtingsproject bedoeld in artikel 67 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basisonderwijs en het secundair onderwijs en de structuren om deze te bereiken, mag deze lestijd verplicht opgenomen worden in het lessenrooster van alle leerlingen die de leergang algemene wetenschappen volgen. De studieoriëntatie is dezelfde en de eindtermen en vereiste kennis zijn dezelfde overeenkomstig artikel 25 van dit decreet, ongeacht de leergang algemene wetenschappen gevolgd wordt naar rata van 6 of 6 + 1 lestijden. »

8° in § 3 wordt het derde lid, dat het vierde lid wordt, opgeheven.

**Art. 2.** In artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 2 van 21 augustus 1978 tot vaststelling van het maximum aantal lestijden per week in het secundair en het aanvullend secundair beroepsonderwijs, vervangen door het decreet van 10 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 3, 5°, wordt opgeheven.

2° er wordt een § 3bis ingevoegd, luidend als volgt :

« 3bis. Het maximum aantal toegelaten lestijden per week, bedoeld in § 1, tweede lid, en in § 2, worden verhoogd met 3 lestijden per week voor de leerlingen die zowel de wiskundige opleiding volgen naar rata van 6 lestijden per week als de wetenschappelijke opleiding volgen op het niveau van de algemene wetenschappen naar rata van 6 + 1 lestijden per week. »

**Art. 3.** Artikel 10 van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij de decreten van 27 december 1993, van 10 april 1995 en van 2 april 1996, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De leerlingen die een leergang wetenschappelijke opleiding volgen naar rata van 5 lestijden per week in de tweede graad of naar rata van 6 lestijden per week in de derde graad worden beschouwd als leerlingen die gedurende twee lestijden per week een leergang laboratorium volgen.

**Art. 4.** Artikel 18 van het decreet van 29 juli 1992 tot organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, gewijzigd bij het decreet van 2 april 1996, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De regel die van toepassing is op de derde graad in het overgangsonderwijs die slechts bestaat uit de optie industriële wetenschap : elektromechanica is die van 8 leerlingen voor de gehele graad. »

**Art. 5.** Dit decreet treedt in werking op 1 september 2001.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 30 november 2000.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met Lager Onderwijs,

het onthaal en de opdrachten aan ONE,

J-M NOLLET

De Minister van Secundair en Bijzonder Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdzaken, Openbaar Ambt en Onderwijs voor sociale promotie,

W. TAMINIAUX

De Minister van Jeugd- en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL.

—  
Nota

(1) Zitting 1999-2000.

Documenten van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 104-1. Amendementen van de commissien nr. 104-2. Verslag, nr. 104-3.

Integraal verslag. — Bespreking en stemming. Zitting van 21 november 2000.



F. 2000 — 3212 (2000 — 2561)

[2000/29429]

**30 MAI 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission de reconnaissance d'expérience utile des Hautes Écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. — Errata**

Dans la publication de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 6 octobre 2000 (pages 34007 et 34008), il convient d'apporter les modifications suivantes :

1. Dans le préambule, au deuxième alinéa, il convient d'ajouter le mot « enseignant » après le mot « personnel »;
2. Dans le préambule, il convient d'insérer après le troisième alinéa, les alinéas suivants :  
— Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 27 janvier 2000;  
— Vu l'accord du Ministre du Budget en date du 15 février 2000;
3. A l'article 2, 1<sup>er</sup> alinéa de l'annexe du même arrêté, il convient d'ajouter les mots « par lettre recommandée » après le mot « adressée »;
4. A l'article 11 de l'annexe du même arrêté, il convient d'ajouter les mots « par lettre recommandée » après le mot « adressé ».

—  
VERTALING

N. 2000 — 3212 (2000 — 2561)

[2000/29429]

**30 MEI 2000. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van de nuttige ervaring voor de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. — Errata**

In de bekendmaking van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap op 6 oktober 2000 (pagina's 34007 en 34008), dienen de volgende wijzigingen aangebracht te worden :

1. In de aanhef, Franse versie, tweede lid, dient het woord « enseignant » toegevoegd te worden na het woord « personnel »;
2. In de aanhef, dienen in beide versies na lid drie de volgende leden ingevoegd te worden :  
« — Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 januari 2000;  
— Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 februari 2000 »;
3. In artikel 2, 1ste lid, van de bijlage bij hetzelfde besluit dienen de woorden « par lettre recommandée » toegevoegd te worden na het woord « adressée »;
4. In artikel 11 van de bijlage bij hetzelfde besluit, dienen de woorden « par lettre recommandée » toegevoegd te worden na het woord « adressé ».